Réunion d'experts pluriannuelle sur

**L'INVESTISSEMENT, L'INNOVATION ET L'ENTREPRENEURIAT POUR LE
RENFORCEMENT DES CAPACITÉS PRODUCTIVES ET UN
DÉVELOPPEMENT DURABLE**

30 septembre – 1 octobre 2024

**Document par pays
République démocratique du Congo**

**Proposition pour une nouvelle dynamique
Entrepreneuriale en faveur d'un partage plus inclusif
des PME et Startups Congolaises, pour l'installation
d'une haute école entrepreneuriale (EMPRETEC)**

Saidi PALUKU WAKULE
Expert ANADEC

Jerry KIBALA NZALALEMBA
Expert ANADEC

Lionel LOKONDA
Expert ANADEC

MÉMORADUM DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES POUR LE COMMERCE ET LE
DÉVELOPPEMENT

11^{ème} SESSION EXÉCUTIVE

Genève (Suisse), du 30 Septembre au 02 Octobre 2024

(Contribution du Ministère de l'Industrie et Développement des PME et PMI, à l'attention du Secrétariat Général de la Conférence des Nations Unies sur le Développement et Commerce, CNUCED en sigle ; relatives aux travaux de la 11ème session).

Sous-Commission : Investissement, Innovation et Entrepreneuriat pour le renforcement des capacités productives et un développement durable.

Concerne : *Proposition pour une nouvelle dynamique Entrepreneuriale en faveur d'un partage plus inclusif des PME et Startups Congolaises, pour l'installation d'une haute école entrepreneuriale. (EMPRETEC)*

INTRODUCTION

La République Démocratique du Congo (RDC) souscrit pleinement à l'idée que l'innovation, et l'Entrepreneuriat sont un puissant moteur de croissance économique. Cependant, nous sommes convaincus qu'aux moyens de l'information et formations, au bénéfice de la population, que cette croissance peut être productive, en favorisant le développement durable des micro, petites et moyennes entreprises congolaises (MPME) et Startups.

A cet égard, la 11ème session du Conseil du Commerce et du Développement, Commission de l'Investissement, des Entreprises et du Développement sur la réunion d'experts pluriannuelle sur l'investissement, l'innovation et l'entrepreneuriat pour le renforcement des capacités productives et un développement durable de la CNUCED offre une opportunité unique de redéfinir les contours de l'écosystème entrepreneurial. En effet, Les objectifs de développement durable (ODD). Nous exhortons donc, à repenser nos modèles économiques et à privilégier une croissance inclusive et durable.

L'investissement, l'innovation et l'entrepreneuriat sont souvent considérés comme un moteur essentiel de croissance économique. Cependant, pour que cette croissance soit durable et équitable, il est crucial que l'information et la formation des MPME et Startups soient de manière plus inclusive. Dans le contexte congolais, où les défis économiques sont nombreux, il est impératif de renforcer les capacités

locales en matière d'innovation et de l'entrepreneuriat pour garantir un développement durable profitant à tous, y compris aux populations les plus vulnérables au travers, l'implantation d'une haute école de capacitation en entrepreneuriat. Cfr : la Loi n° 22/030 du 08 Septembre 2022 relative à la promotion de l'entrepreneuriat et des Startups.

Les États membres des différentes organisations internationales s'accordent sur l'importance de trouver un nouvel élan pour atteindre les objectifs de développement durable d'ici 2030. Pour les Congolais, cela signifie que l'encadrement et l'accompagnement doivent être élargis et plus équitables aux femmes et jeunes entrepreneurs, aux personnes à mobilités réduites. Ainsi, les MPME et Startups devront bénéficier davantage des opportunités en coaching et le mentorat ainsi que le style de leadership à développer par une MPME ou Startup.

I. PRIORITÉS DE LA RDC EN MATIÈRE DE L'Investissement, Innovation et Entrepreneuriat pour le Renforcement des Capacités Productives et un Développement Durable

En cette matière stratégique les priorités de la RDC sont les suivantes:

1. **Diversification de l'économie** : réduire la dépendance vis-à-vis des matières premières en développant la culture entrepreneuriale dans d'autres secteurs comme l'agriculture, l'industrie manufacturière et les services ;
2. **Amélioration du climat des affaires** : (i) renforcer les infrastructures de transport (Routes de dessertes agricoles) et de communication, pour faciliter le commerce et (ii) simplifier les procédures administratives et réglementaires pour attirer les investissements étrangers ;
3. **Développement du capital humain** : investir dans l'éducation et la formation professionnelle pour améliorer les compétences de la main-d'œuvre en matière de l'entrepreneuriat et de l'innovation ;
4. **Modernisation des infrastructures** : Développer les infrastructures de base en mettant en place les incubateurs Universitaires dans les différentes filières, pour créer des chercheurs indépendants afin de résorber les problématiques

h g n

au sein de la société, en donnant un stimulus aux jeunes innovateurs, en mettant en place une journée nationale de l'innovation permettant de dénicher les potentiels candidats à l'innovation, pour soutenir la croissance économique au travers les Startups ;

5. Promotion du commerce international :

- (i) Intégrer davantage la RDC dans les chaînes de valeur mondiales et régionales ;
- (ii) Exploiter les accords commerciaux pour augmenter les exportations des MPME et Startups Congolaises (**Compétitivité**) ;

6. Développement durable : mettre en œuvre des politiques qui favorisent un développement économique respectueux de l'environnement, en électricité et ressources hydrauliques ;

7. Réduction des inégalités : promouvoir une croissance inclusive qui profite à toutes les couches de la population en tenant compte du genre ;

Ces priorités visent à créer une économie plus résiliente et diversifiée, capable de soutenir un développement durable et inclusif pour la RDC.

II. NOUVELLE DYNAMIQUE ENTREPRENEURIALE : VERS LE RENFORCEMENT DES CAPACITES PRODUCTIVES SUR L'INNOVATION, INVESTISSEMENT POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE QUI PROFITE A TOUS

La RDC possède une richesse immense en ressources naturelles, notamment en minerais tels que le cobalt, le cuivre, et les diamants, ainsi qu'en ressources forestières et hydriques. Cependant, l'économie reste encore largement tributaire de l'exportation de matières premières non transformées. Ce modèle économique présente des vulnérabilités en raison de la volatilité des prix des matières premières sur le marché international. Aussi, la RD Congo partage ses frontières avec neuf pays, ce qui en fait un acteur clé pour le commerce intra-africain. A ce sujet, elle croit

h g n

en ces stratégies, entre autres, susceptibles d'encourager les partenariats régionaux et internationaux :

1. **Renforcement des capacités industrielles** par la transformation locale des ressources à travers l'établissement d'industries locales pour la transformation des ressources naturelles, ce qui ajouterait de la valeur avant l'exportation, avec en corolaire la création d'emplois et par une stimulation des secteurs locaux liés à la fourniture de services et de biens intermédiaires ;
2. **Intégration régionale** par la participation active aux Initiatives régionales et ce, la RDC veut s'engager activement dans l'implémentation de la Zone de libre-échange continentale africaine (**ZLECAf**) afin de faciliter le commerce intra-africain entre MPME et Startups, Cela permettra de réduire les barrières tarifaires et non tarifaires en améliorant ainsi l'accès aux marchés des pays voisins.

Cette intégration passe également par l'amélioration des Infrastructures, d'où la nécessité d'investir dans le développement des infrastructures de transport et de logistique en vue de fluidifier les échanges commerciaux avec les pays voisins et au-delà. Cela inclut les routes, des chemins de fer et les ports ;

3. **Diversification des partenariats internationaux** par la signature d'accords commerciaux bilatéraux et multilatéraux qui promeuvent l'accès des produits MPME et Startups congolaises à de nouveaux marchés tout en assurant des conditions équitables et avantageuses pour la RDC.

La coopération technologique est aussi un impératif qui nous oblige à travailler avec d'autres nations pour acquérir des technologies avancées nécessaires à la transformation des produits locaux et à l'amélioration des processus de cette production locale ;

4. **Stimulation du secteur privé** dans un environnement propice aux affaires, Il s'agit d'améliorer le climat des affaires en simplifiant les processus administratifs (**Tracasseries administratives**), en réduisant la corruption et en offrant des incitations fiscales pour les investissements dans les secteurs stratégiques.

Les Partenariats Public-Privé (PPP) sont tout autant indispensables pour financer et gérer des projets d'infrastructure et de développement industriel ;

h o n

Renforcement des capacités humaines par la formation et l'éducation, ce qui constitue un investissement dans la formation de la main-d'œuvre congolaise, afin qu'elle soit adaptée aux besoins des industries modernes et des technologies numériques. Cela inclut la formation technique et la promotion de l'entrepreneuriat au travers l'installation d'une haute école de l'entrepreneuriat. C'est pourquoi le programme « **EMPRETEC** » nous sera d'une grande utilité pour la capacitation et certification de la main d'œuvre congolaise qualifiée qui pourrait ainsi permettre à la RDC de maximiser les bénéfices issus de ses ressources humaines, tout en renforçant la stabilité économique nationale.

III. OFFRE ET DEMANDE DE LA RDC

Sur le marché des partenariats gagnant-gagnant, la RDC propose les axes d'action suivants pour favoriser une nouvelle dynamique entrepreneuriale :

1. Renforcement des politiques industrielles

• *Localisation de la transformation*

- o **Incitations fiscales** : mettre en place des avantages fiscaux au profit des MPME et Startups qui investissent et évoluent dans des unités de transformation locale ;
- o **Soutien à la recherche et au développement** : financer des projets des recherches des Startups congolaises afin de créer et développer des technologies innovantes de transformation plus efficaces et durables ;
- o **Formations professionnelles** : adapter les programmes de formation EMPRETEC aux besoins des MPME Startups congolaises, dans des industries locales de transformation, en mettant l'accent sur les compétences techniques et numériques dans les domaines, secteurs et filières privilégiées.
- o **Partenariats public-privé** : encourager la création de clusters industriels pour favoriser les synergies entre les MPME et Startups congolaises et les institutions de recherche (**Incubateurs Universitaires**).

• *Diversification économique*

lu g n

- o **Études du marché** : réaliser des études approfondies pour identifier les nouveaux secteurs porteurs des opportunités économiques ;
- o **Soutien à l'innovation** : financer des projets d'innovation pour développer de nouveaux produits et services des Startups congolaises, au travers l'organisation de la journée nationale de l'entrepreneuriat ; Cfr : Loi n°22/030 du 0_ Septembre 2022, relative à la promotion de l'entrepreneuriat et des Startups.
- o **Promotion des produits locaux** : mettre en place des campagnes de promotion des produits locaux sur les marchés nationaux et internationaux. L'application des bonnes pratiques (**normes**), qui va amener les MPME et start-ups Congolaises à la compétitivité sur le marché international, éléments qui peuvent entraîner la certification de leurs biens et services produits localement au niveau international.
- o **Accords de coopération** : négocier des accords de coopération avec d'autres pays pour favoriser les échanges commerciaux dans de nouveaux domaines, secteurs et filières, en y mettant en place un système de réseautage. Introduisant la notion du code-barre en RDC, en faveur des MPME et startups congolaises, au travers une formation d'experts formateurs en capacitation, afin d'améliorer le processus d'accompagnement technique et d'encadrement des MPME et Startups de l'écosystème entrepreneurial Congolais.

2. Promotion des services et du commerce numérique

• *Égalité des genres*

- o **Accès au financement** : Faciliter l'accès des femmes entrepreneures au financement, notamment en créant des fonds spécifiques.
- o **Mentoring** : Mettre en place des programmes de mentorat pour accompagner techniquement les femmes, dans leur développement des attitudes intrapreneuriales.
- o **Networking** : Favoriser la création des réseaux des femmes entrepreneures, pour faciliter les échanges commerciaux et des collaborations.

• *PME*

- o **Formation au numérique** : Proposer des formations de haut niveau

h d n

adaptées aux besoins des MPME et Startups congolaises, pour les aider à maîtriser les outils numériques et à développer leur présence en ligne, afin d'expérimenter leurs produits et services à l'échelle mondiale.

- o **Accompagnement à l'export** : Mettre en place des programmes d'accompagnement pour aider les MPME et Startups congolaises à se lancer à l'export, avec une approche digitalisée favorisant l'accès des MPME et Startups à la procédure d'exportation de leurs biens et services mise en place par l'ANAPEX, dans toutes ses étapes.
- o **Plateformes numériques** : Développer des plateformes numériques pour faciliter la mise en relation entre les acheteurs et les vendeurs en faveur des MPME et Startups congolaises.

3. Intégration des politiques Entrepreneuriales et d'autres politiques

- ***Politiques de concurrence et de protection du consommateur***

- o **Réglementation claire** : mettre en place une réglementation claire et efficace pour garantir la loyauté de la concurrence des produits et services locaux des MPME et Startups congolaises, tout en privilégiant la protection de la marque de fabrique en leur faveur dans le marché international face aux consommateurs.
- o **Contrôle des pratiques anticoncurrentielles** : renforcer les contrôles pour lutter contre les pratiques anticoncurrentielles et les abus de position dominante.
- o **Information des consommateurs** : améliorer l'information des consommateurs sur leurs droits, et les produits et services bien présentés avec emballages et code bar, qu'ils achètent auprès des MPME et Startups congolaises.

- ***Mesures non tarifaires***

- o **Évaluations d'impact** : réaliser des évaluations d'impact approfondies pour mesurer les effets des mesures non tarifaires sur le commerce des biens et services des MPME et Startups congolaises, ainsi que l'environnemental.
- o **Transparence** : renforcer la transparence des procédures liées aux mesures non tarifaires en faveur des MPME et Startups congolaises.
- o **Coopération internationale** : collaborer avec les partenaires commerciaux pour harmoniser les normes et les réglementations en faveur des MPME et Startups congolaises.

4. Partenariats public-privé

- **Mobilisation des investissements**

- **Amélioration du climat des affaires** : Mettre en œuvre des réformes pour améliorer le climat des affaires, et attirer les investissements étrangers directs et/ou indirects.
- **Promotion des investissements** : Organiser des missions d'affaires, commerciales et des événements de promotion des investissements en faveur des MPME et Startups congolaises.
- **Zones économiques spéciales** : Créer des zones économiques spéciales pour attirer les MPME et Startups congolaises mais aussi, les investissements étrangers.

- **Transfert de technologies**

- **Coopération universités-MPME et Startups** : Favoriser la coopération entre les universités (**Incubateurs universitaires**), et les MPME ainsi que les Startups, pour faciliter le transfert de technologies en impliquant le système éducatif entrepreneurial au profit des étudiants.
- **Programmes de recherche conjoints** : Lancer des programmes de recherche conjoints avec des pays partenaires pour développer de nouvelles technologies.
- **Protection de la propriété intellectuelle** : Renforcer la protection de la propriété intellectuelle pour encourager l'innovation et le transfert de technologies.

5. Actions préconisées

- **Formation en techniques d'exportation** en vue d'améliorer les compétences des MPME et Startups congolaises en matière d'exportation, pour leurs permettre de mieux naviguer dans les marchés internationaux. Il est ainsi question d'organisation des sessions de formation pour les entrepreneurs, les petits producteurs et les jeunes créateurs d'entreprises et de développer des modules sur les normes internationales, les procédures douanières, et les stratégies de pénétration des marchés.
- **Politiques industrielles et diversification** pour encourager la transformation locale des produits de base et diversifier les activités économiques par la mise en place d'industries locales de transformation, pour ajouter de la valeur aux MPME et Startups congolaises. A cet effet, l'investissement dans des secteurs diversifiés s'impose au travers le programme des formations

Mu 2 n

EMPRETEC.

- **Promotion des services et du commerce numérique** dans le but d'exploiter le potentiel des services et du commerce numérique pour élargir les opportunités économiques des MPME et Startups congolaises, les actions à mener doivent alors aller dans le sens d'encourager le développement de services liés à l'exportation tels que le conseil et la logistique, de promouvoir l'utilisation des plateformes numériques pour atteindre de nouveaux marchés.
- **Politiques de concurrence et protection du consommateur** afin d'assurer une concurrence loyale et protéger les consommateurs locaux. Cela oblige à la mise en place des régulations pour éviter les pratiques anticoncurrentielles ainsi qu'au renforcement des mécanismes de protection des droits des consommateurs. (FEC, COPEMECO et autres)
- **Mesures non tarifaires et environnementales** dans l'optique d'intégrer les aspects environnementaux et climatiques dans les politiques entrepreneuriales. Il faudra développer des normes environnementales pour les produits des MPME et Startups congolaises à l'exportation, et assurer que les pratiques commerciales respectent les normes.
- **Appui à la modernisation des processus d'import-export** pour arrimer la RDC au standard international.

IV. DE L'ECONOMIE NUMERIQUE 2024

Du point de vue de la République Démocratique du Congo (RDC), le « **Rapport sur l'économie numérique 2024** » offre une occasion cruciale d'explorer et d'exploiter le potentiel de la technologie numérique comme levier du développement socio-économique. La RDC, avec sa population nombreuse et jeune, a l'opportunité unique d'utiliser les outils numériques pour accélérer son développement au travers les Startups. Voici comment la RDC pourrait aborder les éléments clés de ce thème :

La RDC a une population d'environ 100 millions d'habitants, dont une majorité est jeune. Le pays a un potentiel énorme en termes de développement numérique, mais il est également confronté à des défis considérables, notamment en matière d'infrastructure, d'accès à l'électricité, et de capacités technologiques limitées. Cependant, le numérique peut être un facteur clé pour surmonter ces difficultés.

1. Promouvoir un Agenda Numérique Inclusif

- **Amélioration de l'Infrastructure Numérique** par l'extension des réseaux de télécommunications. Il s'agit de développer les infrastructures de télécommunications pour garantir une couverture réseau étendue et fiable dans les zones rurales et urbaines. Cela inclut la collaboration avec le secteur privé

M D N

pour investir dans la fibre optique et les réseaux de téléphonie mobile et des data centers.

L'accès à l'électricité facilite également la mise en place des solutions d'énergie renouvelable pour alimenter les infrastructures numériques, en particulier dans les zones rurales éloignées.

- **Accès Équitable à la Technologie** moyennant levée d'options abordables de connectivité, cela permet de s'assurer que les coûts de connexion à Internet soient abordables pour tous, par le biais de subsides, de forfaits sociaux et d'une réglementation favorable à la concurrence.

L'Accès aux outils, quant à lui, encourage des partenariats pour fournir des appareils numériques abordables, tels que des smartphones et des ordinateurs, aux MPME et Startups congolaises, avec des options de financement ou de location.

- **Renforcement des Capacités** par l'éducation et la formation afin d'intégrer la formation numérique dans le système éducatif, en veillant à ce que les enfants et les jeunes acquièrent des compétences numériques dès le plus jeune âge.

La promotion de l'entrepreneuriat numérique crée des incubateurs et des programmes de soutien pour aider les jeunes entrepreneurs à développer des solutions numériques innovantes qui répondent aux besoins locaux.

2. Respect des Normes Environnementales

- **Technologies propres** à travers la mise en œuvre de solutions durables afin de favoriser les technologies informatiques qui consomment moins d'énergie et minimisent l'empreinte carbone numérique.

Le recyclage et la gestion des déchets électroniques permet d'établir des systèmes efficaces de gestion et de recyclage des déchets électroniques pour

réduire leur impact environnemental.

- **Sensibilisation et Régulation** dans le but de sensibiliser à la Consommation Responsable et de promouvoir une utilisation responsable et durable des technologies numériques, axée sur la réduction des gaspillages et une utilisation prolongée des appareils.

L'Élaboration de politiques vertes: Instaurer des réglementations qui encouragent les Micro, petites et Moyennes entreprises technologiques à adopter des pratiques écologiquement responsables.

3. Avantages potentiels pour la RDC

- **Inclusion Économique et Sociale:** en comblant le fossé numérique, la RDC peut stimuler l'inclusion économique, permettant à ses citoyens de participer à l'économie numérique mondiale.

au travers de l'accroissement des Startups congolaises.

- **Stimuler l'Innovation Locale:** un écosystème numérique dynamique peut encourager l'innovation locale dans divers secteurs, tels que l'agriculture, la santé et l'éducation.
- **Renforcement de la Résilience:** La technologie numérique peut renforcer la résilience face aux défis économiques et climatiques en améliorant la communication, l'information et les services de base en faveur des MPME et Startups.

CONCLUSION

La RDC est prête à s'engager activement dans cette nouvelle dynamique entrepreneuriale. Nous appelons la communauté internationale à unir ses efforts pour bâtir un écosystème entrepreneurial plus juste, plus inclusif et plus durable en faveur des pays moins avancés (**PMA**).

Pour que les l'information et formations en entrepreneuriat soient véritablement inclusifs, les Congolais doivent être dotés des compétences nécessaires pour

M o n

participer efficacement aux marchés internationaux. La formation en techniques d'exportation est un pas crucial vers cet objectif. En combinant cela avec des politiques industrielles favorisant la diversification, le soutien aux MPME, et la promotion de pratiques entrepreneuriales durables, il est possible de créer un écosystème entrepreneurial dynamique profitable à tous les segments de la société, contribuant ainsi aux objectifs de développement durable de 2030.

En promouvant un agenda numérique inclusif en RDC, le gouvernement peut transformer les défis actuels en opportunités de croissance économique durable. Cela nécessite des investissements stratégiques dans les infrastructures, l'éducation, et des politiques favorisant un développement technologique équitable et respectueux de l'environnement pour tous.

Membres de la Sous-Commission Investissement, Innovation et entrepreneuriat

1. *Monsieur* **PALUKU WAKULE Saidi / Expert ANADEC**

2. *Monsieur* **KIBALA NZALALEMBA Jerry/ Expert ANADEC**

3. *Monsieur* **LOKONDA Lionel/ Expert ANADEC**